

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

RETRAITE ET HANDICAPÉS

Dispositions spéciales en cas d'incapacité physique

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a affirmé jeudi dernier à Alger, que les travailleurs handicapés «bénéficient de dispositions spéciales prévues par la loi relative à la retraite, qui les protègent, en cas d'incapacité physique, de continuer à travailler et ce, indépendamment de leur âge».

Interpellé au Conseil de la nation sur la retraite pour les handicapés, le ministre a précisé que cette catégorie de travailleurs bénéficie de «dispositions spéciales à même de les protéger en cas d'incapacité physique de continuer à travailler et ce, indépendamment de leur âge».

A ce titre, «les travailleurs handicapés peuvent bénéficier de la pension de retraite sans réunir l'âge légal de départ à la retraite et ce, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi 83-12, modifiée et complétée,

relative à la retraite», a encore indiqué le ministre. L'article en question stipule : «La condition d'âge prévue dans l'article 6 de ladite loi n'est pas exigée du travailleur atteint d'une incapacité totale et définitive de travail, lorsqu'il ne remplit pas les conditions pour bénéficier d'une pension d'invalidité au titre des assurances sociales.»

Dans ce cas, le ministre a affirmé que «le nombre d'annuités servant au calcul de la pension ne peut être inférieur à quinze années (15 années)».

Instruction ministérielle
du 9 mai 2015

Conformément aux lois en vigueur, «les personnes aux besoins spécifiques sont placées dans des postes en adéquation avec leur état de santé et sur cette base, ils ne peuvent exercer une activité professionnelle pénible», a ajouté le ministre. Il a cité dans ce sens l'instruction ministérielle du 9 mai 2015 «garantissant l'insertion des personnes handicapées tant au plan social que professionnel, notamment en leur assurant des postes de travail, l'exécution de programmes de formation au profit des travailleurs aux besoins spécifiques en vue d'améliorer leur qualification ainsi que la promotion automatique et exceptionnelle de ces personnes».

A une question concernant la



prise en charge des frais de soins de l'assuré social, le ministre a affirmé que cette catégorie bénéficie de la gratuité des soins au niveau de toutes les structures de santé publique, lesquelles sont financées par le budget de l'Etat et la contribution financière forfaitaire de la sécurité sociale.

Forfait hôpitaux à la charge de la sécurité sociale

Il a fait savoir que cette contribution au financement des établissements publics de santé «est passée de 19 milliards DA en 1999 à 73 milliard DA en 2017, soit une augmentation de

272%». Pour ce qui est de la prise en charge des soins prodigués aux assurés sociaux par des établissements privés, le ministre a indiqué que la sécurité sociale a appliqué le système du tiers payant en lui accordant la priorité à travers des conventions pilotes conclues entre la sécurité sociale et les établissements privés.

Ce dispositif qui dispense le patient du paiement préalable des frais de soins couvre actuellement plusieurs soins pris en charge à 100% par la sécurité sociale dont la dialyse, la chirurgie cardiaque et les prothèses pour handicapés.

CNAS

Nécessité de parachever l'évaluation des résultats du recouvrement 2016 d'ici la fin mars

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a affirmé, le 5 mars dernier, à Alger, la nécessité de parachever l'évaluation des résultats du recouvrement des cotisations 2016 de la Caisse nationale des assurances sociales (Cnas) dans trois semaines au plus tard. Lors de la rencontre ayant regroupé les responsables des agences de la Cnas au niveau des wilayas, le ministre a instruit ces derniers de parachever l'évaluation des opérations de recouvrement des cotisations 2016 au cours de trois semaines au plus tard en vue de présenter le bilan définitif lors d'une rencontre nationale prévue début avril prochain.

Le ministre a souligné l'importance de mettre en place un système «rigoureux» de suivi et d'évaluation des activités relatives aux

opérations de recouvrement des cotisations de la Cnas. Le premier responsable du secteur a mis l'accent sur l'importance des revenus issus du recouvrement des cotisations dans la préservation et la pérennité des équilibres financiers.

Le recours aux nouvelles technologies

Il a plaidé pour l'utilisation des moyens modernes dans les différentes activités des agences de la Cnas au niveau des wilayas, y compris la gestion, notamment en ce qui concerne les opérations de recouvrement et d'évaluation des cotisations par le recours aux nouvelles technologies. Le ministre a appelé les responsables de ces agences de wilaya à améliorer la qualité des services et les moyens d'accueil des assurés sociaux, en

sus d'intensifier le contrôle administratif et médical, en veillant à la rationalisation des dépenses.

Le ministre a mis en avant l'importance d'intensifier les réunions avec le partenaire social et d'organiser des rencontres de sensibilisation au profit des assurés sociaux et des employés des différents secteurs de la Sécurité sociale, en insistant sur l'importance de la formation des agents de la Cnas. Il a souligné, en outre, l'importance d'accorder la priorité aux médias et aux cellules d'écoute. Le gouvernement avait adopté lors d'une récente réunion un décret portant élargissement des missions des contrôleurs en matière de recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale et le renforcement de leur rôle.

LSR

Les cotisations Casnos déductibles d'impôts

El Tarf - Le Directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des non-salariés (Casnòs) a indiqué, jeudi dernier, que les cotisations de la sécurité sociale «seront désormais intégrées dans les charges déductibles d'impôts». Cette nouvelle disposition est inscrite dans le cadre d'un protocole d'accord conclu récemment entre la Direction générale des impôts (DGI) et la Casnos, a précisé le même responsable, affirmant que la procédure vise à inciter les personnes actives à régulariser leur situation vis-à-vis de la Caisse. Il a, à ce propos, appelé les comptables, les

comptables agréés et les conseillers fiscaux à «appliquer cette disposition dans l'élaboration des bilans». «L'assiette de cotisation annuellement déclarée constitue la base de calcul des prestations» (retraite, invalidité, capital décès), a précisé le même responsable, soutenant que «la hausse de cette assiette permet l'amélioration du niveau de prestations sociales, notamment les droits contributifs en matière de retraite».

Cette assiette constitue également, a ajouté à ce propos le Directeur général de la Casnos, «une source de financement et d'équilibre du système de sécurité socia-

le par la garantie de la couverture des dépenses par la recette». Passant en revue les différentes dispositions, les échéanciers de paiement des dettes antérieures et pénalités de retards, notamment accordées aux affiliés, il a précisé que, depuis janvier 2017, 500 000 nouveaux cotisants ont été enregistrés à la Casnos.

Tablant sur la réalisation d'une recette de 91 milliards de dinars durant l'exercice 2017, il a rappelé les facilitations exceptionnelles accordées par la Casnos au profit des patrons et autres personnes actives ne bénéficiant pas d'une couverture sociale.

AU VU DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA CNR Y aura-t-il, le 1^{er} mai prochain, une revalorisation des pensions de retraite ?

Le gouvernement, à juste titre, ne cesse d'évoquer la situation financière très difficile de la CNR. La question que nombre de retraités se pose : y aura-t-il le 1^{er} mai prochain une revalorisation des pensions de retraite ? La revalorisation des pensions et allocations de retraite est consacrée par l'article 43 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite modifiée et complétée.

La procédure de calcul de la revalorisation mise en œuvre depuis plusieurs années (1991) est celle fixée par les différents arrêtés portant revalorisation annuelle des pensions et allocations de retraite qui précisent explicitement que le taux de revalorisation est affecté au montant brut de la pension de retraite découlant des droits contributifs. Ce montant est déterminé selon la formule suivante : Avantage Principal (AP) x le taux de revalorisation arrêté par arrêté ministériel. Par ailleurs, il convient de souligner que le montant brut de la pension de retraite (droits contributifs) est soumis à la retenue au titre des assurances sociales au taux de 2% conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 11 du décret n°85-34 du 9 février 1985, modifié et complété, fixant les cotisations de sécurité sociale pour les catégories particulières d'assurés sociaux d'une part et, d'autre part, à imposition selon le barème IRG en vigueur.

Toutefois, les titulaires de pensions dont le montant est égal ou inférieur au Salaire national minimum garanti sont exonérés du paiement des cotisations de sécurité sociale, conformément à l'article 2, paragraphe 11, du décret sus-cité. Pour rappel, le taux de revalorisation des pensions de retraite pour 2016 n'avait été que de 2,5%, de 5% en 2015 et de... 12% en 2014 !

Important : Le taux de revalorisation ne s'applique pas au montant net de la pension ou allocation de retraite mais au montant mensuel découlant des droits contributifs.